

8. novembre 2023

Communiqué

UBS Outlook Suisse – Le pouvoir d’achat sous pression

Avec une croissance des salaires de 1,9% pour 2024, la majorité des entreprises suisses compense certes le renchérissement, mais elles surpassent rarement l’inflation. Si l’on tient compte de l’augmentation des primes d’assurance maladie, il en résulte même, pour 2024, une perte de pouvoir d’achat. En revanche, le marché de l’emploi solide et les excédents d’épargne soutiennent la consommation. Le manque de main-d’œuvre s’est quelque peu atténué, mais les difficultés de recrutement restent très fréquentes.

Zurich, 8. novembre 2023 – Selon le sondage annuel sur les salaires du Chief Investment Office d’UBS Global Wealth Management (CIO GWM), les 389 entreprises interrogées s’attendent à une hausse nominale des salaires de 1,9% pour l’année 2024. Cela signifie que, l’an prochain, la hausse des salaires nominaux devrait être nettement supérieure à sa moyenne des dix dernières années (près de 1%), mais qu’elle restera loin des 2,3% obtenus dans les accords salariaux pour 2023.

La hausse des salaires est généralisée

L’inflation reste le moteur dominant des augmentations de salaires de cette année. Les accords salariaux attendus pour 2024 se situent dans une fourchette étroite. Dans quinze secteurs sur 22, il en résulte une croissance des salaires de 2%. Seul le secteur des médias est nettement à la traîne, avec une hausse des salaires attendue de 1%. En revanche, les employés du secteur public peuvent se réjouir d’augmentations de salaire légèrement supérieures à la moyenne avec une hausse de 2,2%. Dans l’hôtellerie-restauration, la forte reprise après l’effondrement dû à la pandémie se reflète dans de fortes hausses de salaire qui atteignent 2,8%.

Baisse du pouvoir d’achat malgré la compensation de l’inflation

« Les entreprises compensent dans leur majorité l’inflation, mais elles vont rarement au-delà », estime Florian Germanier, économiste chez UBS et responsable du sondage. Avec une inflation de 2% attendue par le CIO d’UBS GWM, les salaires réels devraient en moyenne quasiment stagner en 2024. Si l’on tient compte des primes d’assurance maladie qui ne sont pas incluses dans l’indice suisse des prix à la consommation, il en résulte même une perte de pouvoir d’achat pour 2024.

L’an dernier, la hausse des coûts de l’énergie et la crainte d’une pénurie d’énergie avaient eu pour effet des hausses de salaire modérées au regard de l’inflation. C’est maintenant la faiblesse de la demande de l’étranger et la hausse des coûts de financement après le cycle de relèvement des taux d’intérêt dans le monde qui réduisent la marge financière des entreprises pour des hausses de salaires plus fortes.

Croissance inférieure à la moyenne, mais pas de récession

Malgré la perte de pouvoir d’achat, les économistes d’UBS prévoient, pour 2024, une évolution moyenne de la consommation suisse. Beaucoup de ménages devraient piocher dans leur épargne pour amortir la charge que représente la hausse des primes, ainsi que celle des loyers et des prix de l’électricité. Les groupes à faibles revenus ne disposent certes que de peu d’épargne, voire d’aucune, mais leurs salaires devraient augmenter

plus que la moyenne, selon le sondage d'UBS. Par ailleurs, la forte immigration et le marché de l'emploi solide soutiennent la consommation.

Ces derniers temps, l'évolution économique modérée a certes quelque peu retourné la tendance sur le marché de l'emploi. Toutefois, les économistes d'UBS ne prévoient pas de nette hausse du chômage. L'enquête révèle ainsi qu'en 2024, davantage d'entreprises souhaitent augmenter leurs effectifs plutôt que les réduire.

Le CIO d'UBS GWM prévoit une croissance du PIB de 0,7% pour l'année en cours et de 1,2% pour 2024, ce qui est conforme aux résultats du sondage. La majorité des entreprises anticipent une évolution économique inférieure à la moyenne en 2024, mais pas de récession.

Les salaires n'aggravent guère l'inflation

L'augmentation prévue des salaires, de 1,9% en moyenne, ne devrait pas faire dérapier l'inflation au cours des prochains trimestres. Selon le sondage d'UBS, trois entreprises sur quatre s'attendent à ce que l'inflation se situe l'an prochain dans la fourchette cible de la Banque nationale suisse (BNS).

« Les augmentations de salaires ne seront pas suffisamment fortes pour contraindre la BNS à relever encore ses taux directeurs. Mais, en même temps, elles empêchent une baisse rapide de l'inflation », explique Daniel Kalt, économiste en chef d'UBS Suisse. Il ne prévoit donc pas d'abaissement brusque des taux d'intérêt, mais plutôt des taux directeurs de la BNS inchangés au cours des prochains trimestres.

Génération Z : une opportunité mais aussi un défi

La pénurie de main-d'œuvre s'est un peu atténuée à court terme, notamment en raison du ralentissement conjoncturel. Cependant, la majorité des entreprises interrogées ont toujours du mal à pourvoir les postes vacants et la pénurie de main-d'œuvre devrait à nouveau s'aggraver à moyen terme du fait de l'évolution démographique.

C'est pourquoi la jeune génération joue un rôle de plus en plus important sur le marché de l'emploi. La génération Z a dès aujourd'hui une importance sensible pour la grande majorité des entreprises interrogées (93%). Étonnamment, l'évolution démographique n'est que la deuxième raison qui explique cette importance. Les entreprises qui ont participé à l'enquête jugent que l'échange entre les générations est un facteur plus décisif.

L'intégration des jeunes salariés place cependant les entreprises devant des défis. Car, souvent, ces dernières ne répondent pas aux exigences multiples de la génération Z. Selon les employeurs, la rémunération est certes importante pour la jeune génération, mais des modèles de travail flexibles se révèlent être le facteur le plus déterminant.

Selon l'étude, pour être attractives aux yeux des jeunes salariés, les entreprises devraient se concentrer davantage sur des facteurs non pécuniaires tels que le contenu du travail, les modèles de temps partiel, les possibilités de perfectionnement et le travail à distance.

Evolution des salaires nominaux selon le sondage UBS sur les salaires 2024

Secteur	Développement des salaires 2023	Développement attendu des salaires 2024
Secteur public	2,9%	2,2%
Horlogerie et bijouterie	3,5%	2,0%
Services informatiques et télécommunication	2,8%	2,0%
Matériaux et matériaux de construction	2,5%	2,0%
Métallurgie	2,5%	2,0%
Equipements électriques	2,5%	2,0%
Logistique	2,5%	2,0%
Tourisme inclus culture, sport et éducation	2,3%	2,0%
Energie, approvisionnement et élimination	2,2%	2,0%
Chimie et industrie pharmaceutique	2,2%	2,0%
Machines	2,2%	2,0%
Banques et assurances	2,2%	2,0%
Services aux entreprises (inclus immobilier)	2,2%	2,0%
Bâtiment et bureaux d'architectes	2,0%	2,0%
Commerce de détail	2,0%	2,0%
Automobile	2,0%	2,0%
Santé et activités sociales	2,5%	1,9%
Textile	1,5%	1,9%
Production de biens de consommation	2,3%	1,8%
Commerce de gros	2,0%	1,5%
Alimentation	2,0%	1,5%
Médias	2,0%	1,0%
Suisse	2,3%	1,9%

Links

www.ubs.com/outlook-ch-fr (UBS Outlook Suisse et prévisions)

UBS Switzerland AG

Contacts

Daniel Kalt, économiste en chef d'UBS Suisse
Tél. +41-44-234 25 60, daniel.kalt@ubs.com

Florian Germanier, économiste, CIO d'UBS GWM
Tél. +41-44-235 19 12, florian.germanier@ubs.com

Alessandro Bee, économiste, CIO d'UBS GWM
Tél. +41-44-234 88 71, alessandro.bee@ubs.com

www.ubs.com/media